

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DU 7 OCTOBRE 2025 – DE 20 H 00 À 21 H 51  
au 2<sup>e</sup> étage à la Route des Monts 14**

<b>PRÉSIDENCE</b>	Madame Isabelle MONNEY-SAVARY (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s)
<b>VICE-PRÉSIDENCE</b>	Monsieur Thomas BOSSON (PLR)
<b>BUREAU</b>	Monsieur Christophe BIERI (UDC) Madame Sophie MOURA (PLR) Madame Cindy MURITH (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) Monsieur Christian UNGERSBÖCK (Le Centre)
<b>PRÉSENTS</b>	Mesdames et Messieurs Michaël ANDREY (Le Centre) – Didier BARMETTLER (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Frédéric BLANC (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Hugues BOSSON (PLR) – David BOVIGNY (PLR) – Françoise CRAUSAZ (PLR) – Ralph FROSSARD (UDC) – Amélie GAPANY (PLR) – Julien GRAND (PLR) – Michel HORNER (UDC) – Dominique MAGLI (Le Centre) – Eric MAGNIN (PLR) – Catherine MAURON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Pierre MAURON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s), <i>entré en séance à 20 h 10 au terme du point 1</i> – Stéphane OBERSON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Cédric PALLI (PLR) – Yves PASQUIER (Le Centre) – Marc-Antoine PITTET (UDC) – Jacques POLLET (Le Centre) – Grégoire QUARTENOUD (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Dylan SAVARY (PLR) – Jean-Pierre VALLÉLIAN (PLR).
<b>EXCUSÉES</b>	Mesdames Stéphanie KLAUS (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) et Céline RUFFIEUX-MOREL (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s).
<b>TOTAL</b>	28 présents – deux excusées, soit une majorité absolue de 15.
<b>CONSEIL COMMUNAL</b>	Madame Catherine BEAUD – Madame Anne FAVRE-MORAND – Madame Sabine GUILLET – Monsieur Bertrand HUGUENOT – Monsieur Pascal KAEMPFFEN – Monsieur Louis PITTET – Monsieur Wolfram SCHUWEY.
<b>EXCUSÉ</b>	-
<b>SECRÉTAIRE</b>	Madame Diana SAUTEUR
<b>RÉDACTEUR DU PV</b>	Monsieur Gilles LIARD
<b>HUISSIER</b>	Monsieur Philippe SAVARY

## OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 20.00 heures, Madame la Présidente ouvre la séance du Conseil général du mardi 7 octobre 2025 en ces termes :

« Mesdames, Messieurs, chers collègues,

*C'est avec honneur que j'ouvre, ce soir, la séance du Conseil général.*

*Tout d'abord, je vous prie de bien vouloir excuser l'absence de Mesdames Stéphanie Klaus et Céline Ruffieux-Morel.*

*J'ai le plaisir de saluer Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux ainsi que vous toutes et tous, chers collègues du Conseil général. Je salue également Madame Diana Sauter, secrétaire, Monsieur Gilles Liard, secrétaire désigné au procès-verbal, Monsieur Olivier Bonte, administrateur des finances, Monsieur Bertrand Gaillard, nouveau responsable technique, et Monsieur Philippe Savary, huissier. Je les remercie pour leur travail remarquable, leur formidable engagement pour notre Commune et pour leur investissement dans la préparation de cette séance.*

*J'adresse un salut particulier à notre nouveau collègue du Législatif, Monsieur Julien Grand, qui participe à sa première séance, ce soir. Nous avons également le plaisir d'accueillir Monsieur Alexandre Magnin, garde-forestier. Monsieur Magnin interviendra en cours de séance pour une présentation des missions, organisation et fonctionnement de la Corporation forestière Berra-Gibloux, organisation dont notre Commune fait partie.*

*Mes salutations vont également à nos citoyennes et citoyens, qui prennent la peine de suivre nos débats, ainsi qu'aux représentants de la presse. Je les sais gré de rendre compte du déroulement des séances de notre Conseil général.*

*Avant d'entamer cette séance, j'invite l'assistance à observer un instant de silence en la mémoire de Monsieur Kastriot Dulaj, beau-fils de Monsieur Pascal Kaempfen. Nos pensées vont également vers toutes les familles qui ont été frappées par le deuil d'un proche.*

*Je vous remercie.*

*Il est temps maintenant de nous occuper des dossiers de notre Commune. A toutes et à tous, je souhaite une excellente séance.*

*Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, vous avez été convoqués par courriel le 18 septembre 2025 ainsi que par lettre expédiée en prioritaire ce même 18 septembre 2025.*

*Vous avez également pu consulter la documentation sur la plateforme d'échanges du Conseil général. Je constate donc que tous les documents sont parvenus aux Conseillers généraux avant la séance de ce soir et je vous ferai grâce de la lecture complète de ces derniers.*

*Je précise que les débats sont enregistrés, tel que le permet l'article 9 du règlement du Conseil général, afin de faciliter la rédaction du procès-verbal.*

*Je profite également de l'occasion pour vous demander de bien lever la main avec votre choix, lors des votes, afin d'avoir un comptage précis. De plus, lors des divers du Conseil général, le Bureau du Conseil général vous prie de transmettre toutes vos questions par écrit et de les présenter de manière concise.*

Chaque groupe est représenté par une personne qui a été placée au 1<sup>er</sup> rang. Deux microphones volants sont à disposition pour les interventions personnelles ou autres. Toutefois, je vous prie de patienter que le microphone vous soit donné, avant de décliner votre identité, également dans le but de faciliter la rédaction du procès-verbal.

Pour conclure, je prie les Conseillers généraux qui souhaitent déposer une résolution d'en remettre le texte au Bureau pour distribution aux membres. Concernant le dépôt de propositions ou de postulats, je vous rappelle que le formulaire doit être remis à la secrétaire avant ou durant la séance.

Je cède maintenant la parole à Madame Diana Sauter qui va procéder à l'appel nominal. »

## APPEL

Madame Diana Sauter procède à l'appel nominal des membres du Conseil général :

<b>membres présents</b>	<b>27</b>
<b>membres excusées</b>	<b>2</b>
<b>absent</b>	(Monsieur Pierre Mauron, entré en séance à 20 h 10)
<b>majorité absolue</b>	<b>14, puis, dès 20 h 10 : 15</b>

Madame la Présidente constate que le quorum au sens de l'art. 44 LCo est atteint et que la séance, valablement convoquée, est apte à délibérer et à prendre des décisions.

## ORDRE DU JOUR

Madame la Présidente présente l'ordre du jour :

« La convocation de la séance a été publiée le 19 septembre 2025 dans la Feuille Officielle du Canton de Fribourg avec l'ordre du jour que vous avez reçu par courriel et courrier le 18 septembre 2025. Il a été préparé par le Bureau du Conseil général avec une délégation du Conseil communal lors de sa séance du 1<sup>er</sup> septembre 2025. En plus de la Feuille Officielle du Canton de Fribourg, l'ordre du jour a été publié sur le site internet de la Commune et il a également été affiché au pilier public.

L'ordre du jour que vous avez reçu apparaît à l'écran. Il ne sera donc pas lu. »

### ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 mai 2025 – approbation
2. Plan financier 2025-2029 – présentation
3. Règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value – approbation
4. Postulat de Madame Isabelle Monney-Savary et Monsieur Jacques Pollet « Plan de prévoyance LPP » – décision de transmission au Conseil communal
5. Postulat de Monsieur Michel Horner « Exploitation forestière » – décision de transmission au Conseil communal
6. Postulat de Madame Sophie Moura « Etude de faisabilité pour l'implantation d'une supérette à Riaz » – décision de transmission au Conseil communal

- |    |   |
|----|---|
| 7. | Missions, organisation et fonctionnement de la Corporation forestière Berra-Gibloux -<br>– présentation |
| 8. | État d'avancement des projets en cours – présentation   |
| 9. | Divers  |

Au nom du groupe PLR, Madame Amélie Gapany dépose une motion d'ordre pour la modification de l'ordre du jour en ces termes :

*« Au nom du groupe PLR, j'aimerais déposer une motion d'ordre et modifier les points du tractanda. Je propose que le point 7 " Missions, organisation et fonctionnement de la Corporation forestière Berra-Gibloux – présentation " remplace le point 3 " Règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value-approbation" et qu'ensuite tous les points de l'ordre du jour soient décalés. »*

La parole n'est plus demandée, Madame la Présidente propose aux membres du Conseil général de se déterminer sur la motion d'ordre demandée et lit l'article 91 du Règlement du Conseil général :

*« 1. La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel un membre propose une modification du cours des débats, notamment un changement dans l'ordre du jour, une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.*

*2. Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion à ce sujet. »*

La parole n'étant une nouvelle fois pas demandée, Madame la Présidente soumet au vote la motion d'ordre du groupe PLR, déposée par Madame Amélie Gapany.

#### VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, la motion d'ordre demandée par Madame Gapany.**

Madame la Présidente constate que la motion de Madame Gapany est acceptée et déclare que la séance peut délibérer valablement et librement sur l'ensemble des points arrêtés.

### 1 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 MAI 2025 – APPROBATION

Madame la Présidente relève que chaque Conseiller général a pu prendre connaissance du procès-verbal de la séance du 13 mai 2025. Elle remercie Madame Diana Sauter pour la coordination du procès-verbal et Monsieur Gilles Liard pour sa rédaction.

Ce procès-verbal n'amène aucune question ni remarque d'ordre forme. Madame la Présidente le soumet au vote.

#### VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, le procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 mai 2025.**

Madame la Présidente constate que le procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 mai 2025 est accepté. Elle remercie les auteurs.

Entrée en séance de Monsieur Pierre Mauron à 20 h 10, au terme de ce point. La majorité absolue se monte à 15 voix.

## 2 PLAN FINANCIER 2025-2029 - PRÉSENTATION

Madame la Présidente rappelle que la loi sur les finances communales (LFCo), par son article 6, stipule que la commune établit son plan financier sur cinq ans. Le plan est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année. Le plan financier est adopté par le Conseil communal. Le plan financier et ses mises à jour sont transmis à la commission financière et au Conseil général pour prise de connaissance. Il ne doit pas être approuvé par le Législatif.

Elle passe ensuite la parole à Madame Catherine Beaud, Syndique et responsable des finances, pour un commentaire sur ce sujet très technique.

Madame la Syndique présente la planification financière 2025-2029 ainsi :

« La planification financière est un outil de gestion qui permet aux autorités de présenter une analyse prévisionnelle sur cinq ans. Elle a pour but de donner l'orientation générale sur le développement prévisible de l'ensemble des charges et des revenus de fonctionnement ainsi que l'impact sur le bilan et les flux de fonds en fonction des investissements planifiés.

Plusieurs éléments, encore inconnus ou non maîtrisables, peuvent influencer l'évolution de chaque catégorie de charges ou de produits. Parmi ceux-ci, il convient de relever d'une manière non exhaustive :

- l'évolution démographique
- la situation économique générale
- l'évolution des taux d'intérêts
- l'évolution des dépenses liées régionales et cantonales
- les modifications légales aux niveaux fédéral et cantonal
- l'évolution des investissements au niveau régional

Comme les années précédentes, nous nous sommes basés sur les comptes des cinq dernières années. La méthode utilisée consiste à épurer les comptes des éléments extraordinaires (opérations sur réserves, imputations internes, amortissements supplémentaires, charges et produits uniques ainsi que les chapitres autofinancés), afin de pouvoir dégager les principales tendances de croissance et de faire une projection sur les cinq années suivantes. Les trois indicateurs suivants ont été à nouveau retenus pour cette présentation :

- la marge nette d'autofinancement (MNA) ;
- le cash-flow (CF) ;
- et le solde financier avec l'évolution de l'endettement.

Je ne vais pas revenir sur ces indicateurs. Dans le message relatif à ce point, leurs définitions ont d'ailleurs été rappelées.

Pour l'établissement de cette planification, nous avons d'abord commencé par lister et analyser les investissements en cours et projetés.

Les investissements en cours concernent les investissements se terminant en 2025 et dont les amortissements débuteront dès 2026, représentant un montant annuel de CHF 42'075.00.

Pour la période entre 2025 et 2029, nous prévoyons la réalisation des investissements suivants :

**Routes et chemins**

- sentier de l'Ondine,
- valorisation multimodale de la Route de la Sionge,
- valorisation de la traversée de localité (ValTraLoc),
- lot 4a (ValTraLoc - giratoire).

**Approvisionnement en eau et épuration**

- remplacement de conduite, secteur Chafard,
- remplacement de conduite, secteur Les Monts – crédit d'étude,
- mise en séparatif Perrausa-Roulema-Ondine,
- mise en séparatif Champ-Jordan.

**Bâtiments communaux**

- salle de sports – Route des Monts – crédit d'étude.

Les amortissements y découlant à la fin de la réalisation viendront alors compléter le montant des amortissements en cours.

D'autres investissements sont inclus et feront l'objet de présentations lors des prochaines séances du Conseil général.

Dans notre planification, le projet ValTraLoc (sauf le giratoire du lot 4a) n'influence pas les amortissements 2025 - 2029, étant donné que ces derniers ne débiteront que l'année suivant la fin du projet, donc pas avant 2029.

Comme l'année dernière, les amortissements planifiés du patrimoine administratif (CHF 752'850.00 en 2025) ont été calculés, pour la période 2025 à 2029, en tenant compte des éventuelles fins d'amortissement durant cette période.

Pour rappel, tous ces montants d'amortissement sont calculés sur la dépense d'investissement diminuée de la recette d'investissement (subventions).

Concernant l'endettement brut, les montants varient au fur et à mesure de l'avancement des projets.

Dans un deuxième temps, nous avons analysé les recettes et les dépenses relatifs au fonctionnement.

Les comptes rétrospectifs des années 2020 à 2024 ont d'abord été épurés, afin de se rapprocher au maximum de la réalité économique de chaque exercice. Pour 2024, nous avons tenu compte comme éléments extraordinaires, en plus de la réserve de réévaluation du patrimoine administratif (CHF 416'462.00), des droits de mutations perçus dans le dossier de Champy (CHF 500'000.00). Par conséquent, le résultat positif publié (CHF 364'157.39) passe en négatif (- CHF 474'310.94).

L'évolution des comptes rétrospectifs épurés présente une marge nette d'autofinancement (MNA) positive jusqu'en 2022. Toutefois, dès 2023, cette marge nette d'autofinancement passe en négatif.

Comme vous pouvez le constater, cette détérioration, notamment due à la forte augmentation des charges, principalement les charges liées, se poursuivra ces prochaines années.

Afin d'affiner encore davantage les projections et de gagner en précision, nous nous sommes basés sur les totaux par nature extraits des comptes 2023 et 2024 et du budget 2025 et avons établi une projection pour les années 2026 à 2029. Nous avons bien entendu tenu compte de l'avancement et de la fin du projet Champy-Sud et de l'arrivée d'environ 200 habitants supplémentaires pour les années 2026 et 2027. Pour ce

projet, une projection a été faite au niveau des impôts sur le revenu, sur la fortune et pour la contribution immobilière.

Comme depuis le départ de ce projet, nous n'avons pas pris en compte les éléments extraordinaires tels que les impôts sur les gains immobiliers et droits de mutations liés à ces transactions immobilières. Ces montants auront principalement une influence positive en 2025 et 2026.

La Conférence des syndicats de la Gruyère a établi une projection des coûts pour les diverses associations régionales, soit : l'AISG, l'ARG, les Cycles d'orientation, La Gruyère Tourisme, Option Gruyère et le Réseau Santé et Social de la Gruyère ainsi que, Secours Sud fribourgeois. Ces coûts tiennent compte des frais de fonctionnement et d'investissement de ces associations. Entre 2025 et 2029, l'augmentation cumulée par habitant se monte à plus de CHF 350.00. Pour Riaz, cela représente un montant cumulé de plus de CHF 1 million à l'horizon de 2029.

Vous comprendrez dès lors que la hausse planifiée des dépenses reste plus forte que celles des recettes, malgré l'arrivée de nouveaux habitants. De ce fait, la marge nette d'autofinancement (MNA) poursuit sa progression négative avec, pour conséquence, une baisse du cash-flow.

Cette baisse aura principalement pour conséquence le recours à l'emprunt pour financer les investissements projetés. D'après la planification présentée, pour autant que les investissements se réalisent dans les délais prévus, l'endettement devrait s'élever à près de CHF 28 millions à l'horizon de 2029.

En conclusion, nous pouvons constater que les investissements n'ont que peu d'influence sur la marge nette d'autofinancement ou sur le cash-flow. Ces deux indicateurs sont plus fortement influencés par les recettes, mais surtout les dépenses courantes. »

Madame la Présidente remercie Madame la Syndique pour son intervention et ses explications très complètes. Elle passe ensuite la parole à Madame Amélie Gapany, présidente de la commission financière, pour la lecture de son rapport.

#### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces termes :

« La commission financière a été convoquée le 2 septembre 2025 pour discuter des points à l'ordre du jour de cette séance du Conseil général.

Nous remercions les personnes qui nous ont fourni les explications et compléments sur les divers sujets : Madame Catherine Beaud, Syndique et responsable des finances, Monsieur Olivier Bonte, responsable des finances, et Madame Diana Sauter, secrétaire communale.

Le premier point abordé concerne la planification financière de 2025 à 2029. Celle-ci nous a été présentée en détail par Madame Beaud. Cette planification n'étant qu'à but informatif et ne faisant pas l'objet d'un vote, nous n'avons aucun complément à ajouter à ce sujet. »

Madame la Présidente remercie Madame Gapany pour son rapport.

Au nom du groupe Le Centre, Monsieur Jacques Pollet intervient ainsi :

« Comment appréhender un plan financier établi sur cinq ans ? Est-ce :

- une alignée de chiffres faux donnant un résultat juste ?
- une boule de cristal permettant de définir l'avenir manipulé par notre grande argenteuse jouant avec les chiffres ?

- une sorte d'horoscope communal permettant de voir l'avenir, soit du côté obscur, soit du côté obscur ?

*En effet, cela fait vingt-cinq ans que je fais des plans financiers pour des entités publiques. Et c'est très rare – si ce n'a jamais été le cas – qu'ils aient été positifs. Mais je pense que c'est normal. Les charges sont souvent maîtrisées et prévisibles à moyen terme. Les recettes, quant à elles, sont beaucoup plus aléatoires et soumises à des facteurs externes très difficilement appréhendables.*

*De ce fait, la prudence de sioux de nos autorités et surtout des personnes chargées de la gestion financière des communes fait que l'on maximise les risques en lien avec les charges et que l'on minimise les possibilités en lien avec les recettes. Et c'est juste, comme cela.*

*Alors, est-ce un travail inutile ? Je ne le pense pas. Ce travail, s'il est fait avec sérieux – et c'est le cas à Riaz –, nous permet, à nous citoyens, mais aussi au Conseil communal, de faire des choix permettant de maintenir un équilibre certains entre ceux qui veulent dépenser plus et ceux qui veulent diminuer les impôts.*

*Ces équilibristes ou funambules que sont les argentiers des collectivités publiques doivent et peuvent, grâce à ce plan, avoir une certaine visibilité à moyen terme. Les chiffres présentés ne doivent surtout pas être pris à la lettre, mais ils doivent être interprétés par les autorités pour orienter leurs décisions et l'effet de celles-ci sur les budgets et les comptes communaux.*

*Merci au Conseil communal et à notre responsable des finances pour le soin donné à cet outil de décision essentiel, permettant de nous orienter pour les prochaines années.*

*Mais restons critiques face aux chiffres présentés qui sont l'arrêt sur image des perspectives de notre Commune à moyen terme. »*

La parole n'étant plus sollicitée, Madame la Présidente aborde le point suivant, après avoir remercié Monsieur Pollet pour son intervention.

### **3 MISSIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA CORPORATION FORESTIÈRE BERRA-GIBLOUX - PRÉSENTATION**

Madame la Présidente salue et présente Messieurs Alexandre Magnin et Marc Risse. Garde-forestier de la Corporation forestière Berra-Gibloux, Monsieur Magnin dissèque les missions, l'organisation et le fonctionnement du triage forestier régional.

S'ensuivent quelques questions émanant de Monsieur Michel Horner (UDC). Questions auxquelles Monsieur Alexandre Magnin a répondu.

Au terme de l'exposé de Monsieur Magnin, Madame la Présidente, au nom du Conseil général, lui adresse ses vifs remerciements pour ses explications complètes.

Elle enchaîne ensuite avec le point 4 de l'ordre du jour.



## 4 RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE COMMUNALE SUR LA PLUS-VALUE – APPROBATION

Pour faciliter le déroulement de ce point lié à l'adoption de règlement de portée générale, Madame la Présidente informe que les discussions ont lieu dans l'ordre suivant :

1. Entrée en matière
2. Discussion générale
3. Discussion de détail. C'est à ce moment que les amendements sont discutés et que le vote sur la proposition du Conseil communal et/ou l'amendement a lieu. Cette étape est répétée pour chaque amendement.
4. Vote d'ensemble.

Elle poursuit en relevant que le Conseil communal ne souhaite pas intervenir, le message sur ce thème étant suffisamment exhaustif. En revanche, ses membres se tiennent à disposition pour des questions ou demandes de compléments d'informations. Elle passe donc directement la parole à Madame Amélie Gapany pour la lecture du rapport et du préavis de la commission financière.

### RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces termes :

*« Ce règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value concerne les parcelles qui font l'objet d'un changement de zone ou d'affectation. Le calcul de la plus-value est défini entre la valeur vénale du bienfonds avant et après l'entrée en vigueur de la mesure d'aménagement.*

*Il va de soi que nous soutenons toutes les mesures susceptibles d'améliorer nos finances communales. La commission financière donne un préavis positif à l'unanimité à ce règlement. »*

Madame la Présidente remercie Madame Amélie Gapany pour son rapport, avant d'ouvrir la discussion générale et demande si les groupes politiques souhaitent formuler des observations d'ordre général ou demander le renvoi ou la non-entrée en matière. Le Conseil communal sera invité à donner les réponses nécessaires.

Aucune intervention, Madame la Présidente relève que l'entrée en matière est acquise. Elle ouvre donc la discussion de détail sur les articles du règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value.

Selon l'art. 85 al. 2 du règlement du Conseil général, les projets de règlement doivent être mis en discussion article par article si un membre du Conseil général le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents.

La parole n'étant une nouvelle fois pas demandée, Madame la Présidente soumet le règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value au vote.

### VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le règlement relatif à la taxe communale sur la plus-value, tel que présenté.**

Madame la présidente rappelle que la décision d'adoption de tout règlement de portée générale est soumise au référendum facultatif, conformément à l'art. 107 du règlement du Conseil général. Elle passe ensuite la parole à Monsieur le Vice-président Thomas Bosson pour le prochain point de l'ordre du jour.

**5 POSTULAT DE MADAME ISABELLE-MONNEY-SAVARY ET DE MONSIEUR JACQUES POLLET « PLAN DE PRÉVOYANCE LPP » - DÉCISION DE TRANSMISSION AU CONSEIL COMMUNAL**

*Madame la Présidente étant partie prenante dans le postulat « Plan de prévoyance LPP », c'est le Vice-président, Monsieur Thomas Bosson, qui mène ce point.*

Il informe que, conformément à la documentation de séance reçue par chaque Conseiller général, le Bureau du Conseil général a déclaré recevable, quant à sa qualification formelle, le postulat de Madame Isabelle Monney-Savary et de Monsieur Jacques Pollet « Plan de prévoyance LPP ». Le Bureau a, par conséquent, émis un préavis favorable pour la transmission du postulat au Conseil communal. Il passe ensuite la parole à l'un des coauteurs du postulat.

Monsieur Jacques Pollet (Le Centre) intervient comme suit :

*« Actuellement les employés de notre Commune sont affiliés à la caisse de prévoyance, selon le plan de base répondant au minimum légal. Or les prestations sociales jouent, aujourd'hui, un rôle croissant dans le choix d'un emploi. Dans ce contexte, nous avons la chance de pouvoir compter sur un personnel compétent et formé au sein de notre administration. Afin de valoriser son travail et de renforcer sa fidélisation, nous sollicitons au Conseil communal la possibilité d'améliorer les conditions de prévoyance, en mettant en place un plan plus avantageux. Une révision permettrait également de réduire les inégalités touchant les collaborateurs engagés à temps partiel.*

*Par ailleurs, proposer un plan de prévoyance attractif contribue à renforcer l'image de marque de l'employeur, à motiver les équipes et à pérenniser les compétences au sein de notre Commune. Sans que cela engendre des coûts trop élevés. »*

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Pollet pour ses propos, avant de transmettre le micro à Madame la Syndique pour la position du Conseil communal sur ce sujet.

Madame la Syndique s'exprime en ces termes :

*« En cas de réponse positive du Conseil général pour la transmission de ce postulat, le Conseil communal étudiera bien évidemment le sujet et présentera un rapport. »*

Monsieur le Vice-Président remercie Madame la Syndique, avant d'ouvrir la discussion générale sur la décision de transmission au Conseil communal du postulat déposé par Madame Isabelle Monney-Savary et Monsieur Jacques Pollet.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Monsieur Frédéric Blanc tient les propos suivants :

*« Une commune, c'est avant tout une équipe. Et comme toute équipe performante, elle mérite d'être soutenue, reconnue et motivée. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de faire un pas significatif dans cette direction en améliorant le plan de prévoyance LPP de nos employés communaux. La prévoyance professionnelle est un pilier de la sécurité sociale de notre pays. C'est un sujet régulièrement cité dans les sondages sur les préoccupations des Suisses. Dans un marché du travail compétitif, une prévoyance attractive permet de recruter des talents locaux et de les garder.*

*En résumé, améliorer le plan LPP, c'est investir dans l'avenir de notre Commune : un personnel stable, motivé et compétent, une image d'employeur moderne et responsable. C'est un choix gagnant-gagnant pour nos employés, notre administration et nos citoyens. Je vous invite donc à soutenir cette proposition, non pas comme une dépense, mais comme un investissement stratégique pour notre Commune. »*

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Vice-président soumet la décision de transmission au Conseil communal du postulat déposé par Madame Isabelle Monney-Savary et Monsieur Jacques Pollet, « Plan de prévoyance LPP », au vote.

**VOTE**

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, la transmission au Conseil communal du postulat déposé par Madame Isabelle Monney-Savary et Monsieur Jacques Pollet « Plan de prévoyance LPP ».**

Monsieur le Vice-président redonne la parole à Madame la Présidente pour la suite de la séance.

## **6 POSTULAT DE MONSIEUR MICHEL HORNER « EXPLOITATION FORESTIÈRE » - DÉCISION DE TRANSMISSION AU CONSEIL COMMUNAL**

Madame la Présidente aborde ce point en indiquant que le Bureau du Conseil général a, lors de sa séance du 1<sup>er</sup> septembre 2025, déclaré recevable, avec remarque quant à sa qualification formelle car le texte ne répond pas entièrement aux critères d'un postulat, le postulat de Monsieur Michel Horner « Exploitation forestière ». Elle passe ensuite la parole à l'auteur du postulat.

Monsieur Michel Horner intervient brièvement ainsi :

*« Par transparence, je souhaite juste connaître les chiffres d'avant le triage forestier et les actuels. »*

Madame la Présidente remercie Monsieur Horner et donne la parole à Monsieur Pascal Kaempfen pour connaître la position actuelle du Conseil communal à ce sujet.

Monsieur Pascal Kaempfen s'exprime en ces termes :

*« Nous prenons bonne note de cette demande et nous y répondrons en cas d'acceptation de ce postulat au Conseil communal par le Conseil général. »*

Madame la Présidente remercie Monsieur Kaempfen.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Monsieur Frédéric Blanc souligne qu'il n'a pas de commentaire particulier à apporter sur ce sujet et qu'il donne la liberté de vote à ses membres.

Madame la Présidente remercie Monsieur Blanc.

Pour le compte du groupe Le Centre, Monsieur Jacques Pollet remercie Monsieur Magnin pour ses explications et souhaite juste une comparaison de chiffres à chiffres et non un retour sur ce qui a été présenté. Son groupe votera plutôt négativement sur ce point, conclut-il.

Madame la Présidente remercie Monsieur Pollet.

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente soumet au vote la décision de transmission au Conseil communal du postulat déposé par Monsieur Michel Horner « Exploitation forestière ».

**VOTE**

**Le Conseil général refuse par 22 voix contre 5 voix et 1 abstention, la transmission au Conseil communal du postulat déposé par Monsieur Michel Horner « Exploitation forestière ».**

Monsieur Magnin intervient en invitant toutes les personnes souhaitant connaître les chiffres de la Corporation forestière Berra-Gibloux à passer à l'administration de ladite corporation.

Madame la Présidente passe ensuite au point 7 de l'ordre du jour.

**7 POSTULAT DE MADAME SOPHIE MOURA ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR L'IMPLANTATION D'UNE SUPÉRETTE À RIAZ » - DÉCISION DE TRANSMISSION AU CONSEIL COMMUNAL**

Madame la Présidente informe que le Bureau du Conseil général a déclaré recevable, quant à sa qualification formelle, le postulat de Madame Sophie Moura « Étude de faisabilité pour l'implantation d'une supérette à Riaz ». Le Bureau a, par conséquent, émis un préavis favorable pour la transmission du postulat au Conseil communal. Elle donne ensuite la parole à l'auteure du postulat.

Madame Sophie Moura s'exprime en ces mots :

*« Depuis la fermeture de l'épicerie du village, Riaz ne dispose plus d'un commerce alimentaire de proximité, capable de couvrir l'ensemble des besoins du quotidien. Si nous pouvons heureusement compter sur deux boulangeries-pâtisseries, une pharmacie et un fleuriste, cette offre – aussi précieuse soit-elle – reste insuffisante pour répondre pleinement aux attentes et aux besoins des habitants de Riaz.*

*La réouverture rapide de la boulangerie Grangier au mois de mars dernier fut une bonne nouvelle pour notre Commune. Les nombreux clients qui y défilent témoignent l'attachement des habitants à un commerce de proximité, et la nécessité de maintenir une offre alimentaire de base au cœur de notre Commune.*

*Cependant, l'accès à une offre alimentaire diversifiée et durable reste fragile. Elle dépend, aujourd'hui, d'acteurs isolés. L'expérience récente a montré à quel point notre village reste vulnérable en cas d'interruption, même temporaire, de ce service de première nécessité.*

*De nombreux ménages, en particulier les personnes âgées, les familles sans véhicule ou les habitants soucieux de consommer localement, doivent encore se déplacer dans d'autres communes pour compléter leurs achats. Une supérette, complémentaire à l'offre actuelle, permettrait de répondre durablement aux besoins de la population, de renforcer le tissu économique local et de favoriser les échanges sociaux.*

*Ce postulat propose une démarche constructive : réaliser une étude de faisabilité solide, explorer les divers modèles économiques, identifier des partenaires potentiels et évaluer la viabilité sociale et financière d'un tel projet. Il ne s'agit pas de décider tout de suite, mais de se donner les moyens de réfléchir sérieusement à une solution durable.*

*Soutenir ce postulat, c'est faire preuve d'anticipation et de responsabilité. C'est donner à Riaz les moyens d'offrir à sa population une solution pérenne, adaptée et cohérente avec nos valeurs de proximité, de durabilité et de qualité de vie.*

*Merci de votre attention et de votre soutien. »*

Madame la Présidente remercie Madame Moura pour son intervention et propose à Madame la Syndique de donner la position du Conseil communal sur ce sujet.

Madame la Syndique s'exprime en ces termes :

« En cas de réponse positive du Conseil général pour la transmission de ce postulat, le Conseil communal se penchera sur la question et présentera un rapport. Je tiens quand même à préciser que les possibilités d'action d'un Exécutif sont fortement limitées dans ce genre de domaine. Une commune pourrait fixer des conditions cadres pour accueillir une supérette ou une petite enseigne classique. Mais il est difficile d'évaluer la situation financière et les impacts économiques et sociaux d'un tel projet. »

Madame la Présidente remercie Madame la Syndique, avant d'ouvrir la discussion générale :

Madame Amélie Gapany (PLR) annonce que son groupe PLR soutient cette démarche.

Madame la Présidente remercie Madame Gapany.

A son tour, Monsieur Dominique Magli (Le Centre) informe que la commission énergie et développement durable soutient également ce postulat.

Madame la Présidente remercie Monsieur Magli.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Monsieur Frédéric Blanc annonce, à son tour, le soutien de son groupe à ce postulat :

« Le groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s soutient ce postulat, mais il désirerait que l'étude intègre l'encouragement à une enseigne qui soutient la production locale. C'est d'ailleurs une des actions citées dans le portefeuille d'actions 'Communes durables'. Et la Commune a un devoir d'exemplarité dans ce domaine. »

Madame la Présidente remercie Monsieur Blanc.

Monsieur Pierre Mauron (PS, Vert.e.s et Indépendant.e) adresse, à son tour, les propos suivants :

« Je vais bien sûr soutenir ce postulat. Je remercie Madame Moura de l'avoir déposé. Ce postulat est parfaitement juste et exact, que ce soit au niveau des besoins, de la nécessité et de tout ce qui s'ensuit. Ce postulat est tellement bien que j'ai d'abord cru qu'il émanait de la gauche. Voir une fois au Conseil général un tel postulat du groupe PLR, qui prône d'ordinaire la responsabilité individuelle, demander à l'Etat, respectivement à une commune, d'agir au nom des citoyens, je trouve cela absolument génial. Ça justifie qu'on ne doit pas diminuer les moyens de l'Etat et des communes pour rendre ces services au Conseil général et à la population, je suis donc favorable. J'irais même plus loin : si le Conseil communal peut aider, selon sa marge de manœuvre, l'installation d'une supérette, on peut aussi se poser la question sur d'autres choses, comme un restaurant, par exemple, pour améliorer le quotidien de la population villageoise. Cette prise conscience me fait vraiment plaisir. »

Madame la Présidente remercie Monsieur Mauron.

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente soumet au vote la décision de transmission au Conseil communal du postulat déposé par Madame Sophie Moura « Étude de faisabilité pour l'implantation d'une supérette à Riaz.

## VOTE

**Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix et 1 abstention, la transmission au Conseil communal du postulat déposé par Madame Sophie Moura « Étude de faisabilité pour l'implantation d'une supérette à Riaz ».**

Madame la Présidente aborde ensuite le point 8 de l'ordre du jour.

614 **8** **ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS EN COURS - PRÉSENTATION**

615 Madame la Président passe la parole à Monsieur Bertrand Gaillard, nouveau responsable du service  
616 technique, pour un point de la situation sur les divers projets en cours.

617  
618 Monsieur Bertrand Gaillard dissèque les projets suivants : remplacement de la conduite d'eau potable du  
619 Chafard, remplacement de la conduite d'eau du secteur des Monts, la mise en séparatif de Champ-Jordan  
620 1-3, la mise en séparatif du secteur Perrausa, Roulema, Ondine, le projet ValTraLoc lots 1 à 5, lot 4a, la  
621 valorisation multimodale de la Route de la Sionge, la réfection de la Route Michel-Corpataux, le sentier de  
622 l'Ondine, la mise en zone 30 de la Rue de Saletta, la mise en zone 30 de la Route des Monts et de la Rue  
623 Michel-Corpataux, la rénovation de la salle de la Route des Monts 14 et le projet de bâtiment de sport aux  
624 Monts 14, la rénovation du Chalet-Neuf, le plan d'aménagement local et la situation du quartier de Champy-  
625 Sud.

626  
627 Madame la Présidente remercie Monsieur Gaillard pour ses explications et son investissement dans ces  
628 divers dossiers, avant d'ouvrir la discussion.

629  
630 Monsieur Frédéric Blanc (PS, Vert.e.s et Indépendant.e) demande un éclaircissement sur la zone 30 de la  
631 Route des Monts :

632  
633 *« Je crois voir des zones d'évitement sur la zone 30 de la Route des Monts. Sont-elles prévues pour les  
634 cyclistes, comme on peut le voir devant le CO de Bulle ? »*

635  
636 Monsieur Bertrand Gaillard dispense l'explication suivante :

637  
638 *« Vous parlez de chicanes. Ces ralentisseurs sont prévus en bordure de route pour garder un calibre de  
639 route suffisant pour le passage des véhicules lourds, camions, etc. Mais il n'y a pas un double passage pour  
640 franchir le trottoir en mode cycliste. Il faudra contourner la chicane. Le gabarit du trottoir n'est pas  
641 suffisamment large pour garantir un trottoir mixte, vu qu'il est particulièrement destiné aux enfants qui  
642 l'emploieront pour se rendre à l'école. ».*

643  
644 Madame la Syndique complète de la sortie :

645  
646 *« Ce projet de zone 30 de la Route des Monts ressemblera beaucoup à ce qui s'est fait pour la zone 30 à  
647 Saletta. »*

648  
649 Monsieur Blanc remercie les deux intervenants pour leurs explications.

650  
651 Monsieur Yves Pasquier (Le Centre) questionne à son tour :

652  
653 *« Un changement de mandataire a eu lieu sur le projet ValTraLoc. Y a-t-il des conséquences financières  
654 pour la Commune ? »*

655  
656 Monsieur Bertrand Gaillard répond par l'affirmative :

657  
658 *« Oui, l'Etat a remplacé le mandataire à cause de problèmes. Il y aura quelques conséquences financières.  
659 Les travaux déjà effectués par le bureau Sabert ont dû, pour une partie, être payés. Mais je n'ai pas de  
660 chiffrage actuellement sur les conséquences totales pour les projets 1 à 5. Concernant le projet 4a qui vient  
661 de commencer, les conséquences ne sont pas importantes. Le chiffrage définitif nous parviendra dès que le  
662 nouveau bureau aura défini la situation.*

663  
664

Et Monsieur Yves Pasquier d'enchaîner par une nouvelle question :  
« Pour l'instant, reste-t-on globalement dans le budget fixé ? »

Monsieur Bertrand Gaillard invite Monsieur Wolfram Schuwey, à se prononcer. Lui qui a passé davantage de temps sur ce dossier.

Monsieur Wolfram Schuwey tient ces propos :

« On a rencontré des problèmes avec l'ancien mandataire qui n'a cessé d'ajouter des coûts et des surcoûts. Avec le Service des ponts et chaussées, la Commune a dû se résoudre à honorer le contrat de base pour le travail complet. On a ensuite dû couper court au contrat et dû changer de mandataire. C'était, je pense, la moins mauvaise solution. »

Monsieur Pasquier fait remarquer que « s'il y avait des chiffres, ce serait bien. »

Madame la Syndique intervient à son tour :

« A ce stade, on ne peut donner aucun chiffre étant donné que le projet a dû être adapté. Pour leur part, les services de l'Etat ont demandé également plusieurs modifications du projet. Ces choix auront eu des impacts à la hausse et la baisse sur ce projet. Aujourd'hui, on n'a pas d'informations chiffrées sur le coût final du projet définitif. »

Monsieur Bertrand Gaillard enchaîne :

« Hormis pour le lot 4a, on n'a pas d'informations chiffrées supplémentaires. J'espère vous en donner lors d'une prochaine présentation. »

Monsieur Pasquier remercie les intervenants.

Monsieur Pierre Mauron (PS, Vert.e.s et Indépendant.e) interroge à son tour :

« Pour le sentier de l'Ondine, sachez que le crédit d'engagement avait été voté en 2009 pour la première fois. Vous avez parlé d'opposition pas si facile à lever pour ce projet. Pour ma part, j'avais entendu, de la part du Conseil communal, le mot 'expropriation'. Est-ce cette chose-là qui fait durer le projet ? »

Monsieur Bertrand Gaillard répond de la sorte :

« Non. Séparons les deux dossiers. Pour la Rue Michel-Corpataux et le lot 4a de ValTraLoc qui commence, il y a une procédure d'expropriation en cours. Même si elle n'est pas totalement réglée, elle a tout de même permis de démarrer les travaux. Les travaux n'ont donc pas été retardés.

Dans le sentier de l'Ondine, l'opposition est en cours de traitement. Nous devons attendre la détermination de l'autorité supérieure pour connaître la suite à donner à ce dossier. Les possibilités de recours sont assez vastes. S'il n'y a pas de recours sur les décisions, les travaux pourraient être entrepris l'année prochaine. En revanche, s'il y a des recours – les personnes ont la possibilité d'aller au Tribunal fédéral, si elles sont déboutées –, ça prendra davantage de temps. Le dossier est en partie chez l'avocat et en partie dans les services de l'Etat.»

Monsieur Jacques Pollet (Le Centre) questionne sur l'espace demeurant sur la digue antibruit de la zone de Champy-Sud.

« Est-ce prévu de combler cet espace ? »

Monsieur Bertrand Gaillard avance la réponse suivante :

« Un passage a aménagé pour l'organisation des travaux. Lorsque la totalité des travaux d'aménagement sera achevée, le mur sera relié. »

Monsieur Frédéric Blanc (PS, Vert.e.s et Indépendant.e) interroge sur le dossier du sentier des écoliers :

« Il y a un projet de modifier le sentier des écoliers entre le quartier de Champy et la Boquette. Qu'en est-il de l'avancement de ce dossier ? »

Madame Anne Favre-Morand adresse la réponse suivante :

« C'est en cours. On ne peut pas en dire beaucoup plus pour le moment. Mais, c'est en cours. »

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente remercie les intervenants et aborde le point suivant de l'ordre du jour.

## 9 DIVERS

En préambule, Madame la Présidente indique les dates arrêtées des prochaines séances du Conseil général.

- Mardi 16 décembre 2025, à 20 h 00 Séance du budget 2026
- Mardi 21 avril 2026, à 20 h 00 Séance des comptes 2025
- Mardi 5 mai 2026, à 20 h 00 Séance constitutive du Conseil général
- Mardi 6 octobre 2026, à 20 h 00 Séance de réserve
- Mardi 15 décembre 2026, à 20 h 00 Séance du budget 2027

Pour la suite des divers, Madame la Présidente invite l'assemblée à respecter l'ordre des interventions, soit les propositions, les postulats, les résolutions, les questions et les éventuelles remarques.

### PROPOSITION

Madame la Présidente demande si quelqu'un souhaite émettre une proposition.

Personne n'intervient.

### POSTULAT

Madame la Présidente enchaîne avec les postulats et questionne si quelqu'un, au sein du Législatif, souhaite déposer un postulat.

Tel n'est pas le cas.

### RÉSOLUTION

Madame la Présidente annonce que, tel que le prévoit l'art.102 du Règlement du Conseil général, les projets de résolution doivent être déposés par écrit auprès du Président à l'ouverture de la séance et distribués à tous les membres.

Aucune résolution n'ayant été déposée, elle aborde l'objet suivant.



**QUESTIONS**

Madame la Présidente ouvre la discussion sur les questions.

Personne n'intervient.

**REMARQUES - COMMENTAIRES**

Madame la Présidente questionne le Législatif s'il souhaite émettre une remarque ou un commentaire.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Monsieur Frédéric Blanc émet la remarque suivante :

*« Lors d'une discussion interne au sein de notre groupe, nous avons remarqué que la transmission des projets en discussion avec le changement de législature pose quelques problèmes. Cette problématique, nous l'avons déjà aperçue lors de la première législature. En vue de la prochaine législature, il faudra prendre cela en compte et songer, bien deux ans avant, comment transmettre ces projets pour éviter que certaines choses ne tombent à l'eau, des choses qui ont été mises en place durant la législature. »*

Madame la Présidente remercie Monsieur Blanc et prend acte de ses propos.

La parole n'étant plus demandée, elle clôt ce point.

Madame la Présidente donne ensuite la parole au Conseil communal qui souhaite répondre à une question posée par Monsieur Jacques Pollet lors de la séance du 13 mai 2025. La question portait sur la gestion des déchets le long de la Sionge (La Boquette). Il arrive assez souvent que les poubelles débordent durant le week-end. Et elles servent parfois à des fins de poubelles privées avec des bouteilles de produits de nettoyage ou autres. Le Conseil communal a-t-il une stratégie pour diminuer ou supprimer le problème sur les places proposées par la Commune ?

Monsieur Bertrand Huguenot adresse la réponse suivante :

*« La Commune est en train de valider un plan d'action qui comprend un audit des poubelles existantes, l'éventuelle réduction ou le déplacement de certaines poubelles ainsi que l'installation de poubelles à clapet ou à ouverture restreinte. Parallèlement, nous entendons mener une campagne ' Ramène tes déchets ' avec, comme support, la création d'affiches pédagogiques avec la collaboration des écoles. Enfin, le renforcement de la surveillance fera l'objet de suivis mensuels et éventuellement d'une évaluation semestrielle. Pour résumer, ce plan d'action allie des mesures techniques, pédagogiques et participatives, à faible coût, mais à fort impact. Il devrait permettre de restaurer la qualité du sentier communal et de sensibiliser la population à une gestion responsable des déchets. »*

Madame la Présidente remercie Monsieur Huguenot pour sa réponse.

Monsieur Pollet se montre très satisfait de la réponse.

Madame la Présidente transmet ensuite le micro à Madame Anne Favre-Morand qui souhaite, au nom du Conseil communal, donner suite à l'interpellation de Monsieur Thomas Bosson du 13 mai dernier sur une éventuelle extension des abris à vélos, trottinettes jouxtant le parc de l'école des Monts 14 et, si oui, à quel horizon, compte tenu que près de 300 enfants sont scolarisés dans notre village.

Madame Anne Favre-Morand dispense les explications suivantes :

« Trente places supplémentaires pour les vélos ont été installées par la conciergerie en août dernier, pendant les vacances scolaires. La suite dépendra du projet du bâtiment de sport. J'imagine déjà que des places supplémentaires sont prévues. »

Madame la Présidente remercie Madame Favre-Morand pour sa réponse.

Monsieur Bosson remercie Madame Favre et Monsieur Grégory Oberson, responsable de la conciergerie, pour l'installation. Il remercie également les autorités, au nom des enfants, qui peuvent ainsi garer leur vélo à proximité du bâtiment scolaire.

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente demande encore quelques instants d'attention. Elle invite les personnes qui sont intervenues au cours de cette séance à remettre leurs écrits, soit de main à main avant de quitter la salle, soit par courriel à Madame Diana Sateur, au plus tard jusqu'au lendemain à midi.

Madame la Présidente enchaîne en souhaitant, au nom du Conseil général, un joyeux anniversaire à Monsieur Dylan Savary, Conseiller général, ainsi qu'à Monsieur Pascal Kaempfen, Conseiller communal.

*[Applaudissements et Madame la Syndique leur remet un présent.]*

Madame la Présidente informe que Monsieur Jean-Pierre Vallélian lui a adressé, en début de semaine, sa démission au Conseil général au 30 novembre 2025 pour cause de déménagement dans une autre commune. Elle le remercie sincèrement pour son travail et pour son engagement en faveur de la Commune.

A 21 heures 51, Madame la Présidente clôt la séance du Conseil général du 7 octobre 2025 et invite l'assemblée à la collation servie à la sortie de la salle. Elle remercie ses collègues pour leur attention et leur souhaite une très belle fin de soirée.

#### AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

La Secrétaire

Diana Sateur

La Présidente

Isabelle Monney-Savary

Le Secrétaire du procès-verbal

Gilles Liard